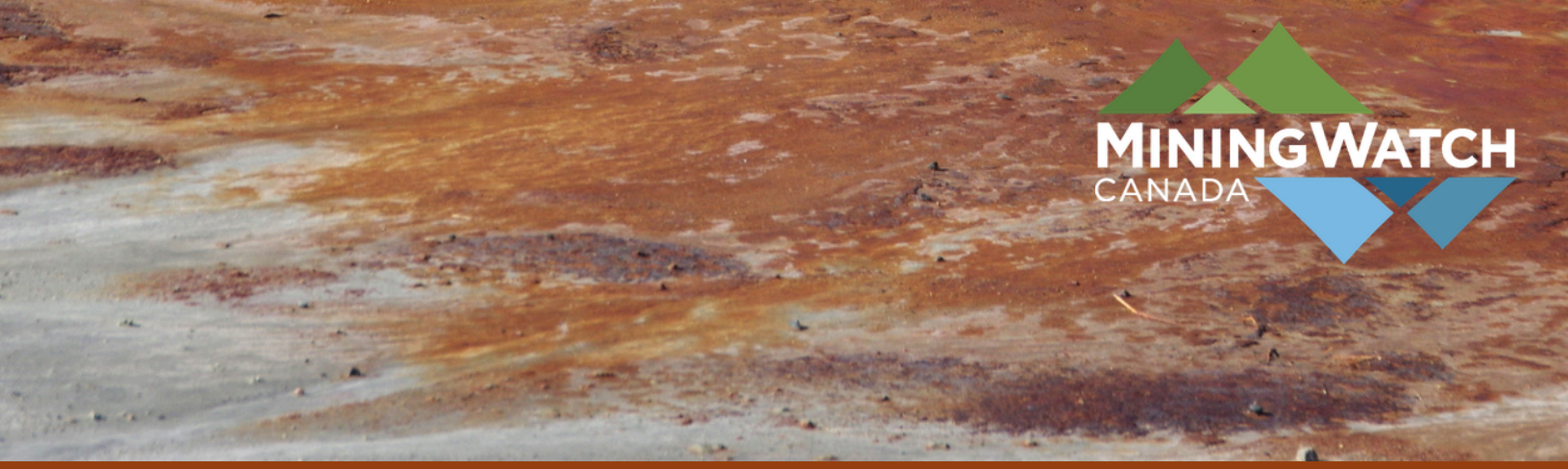
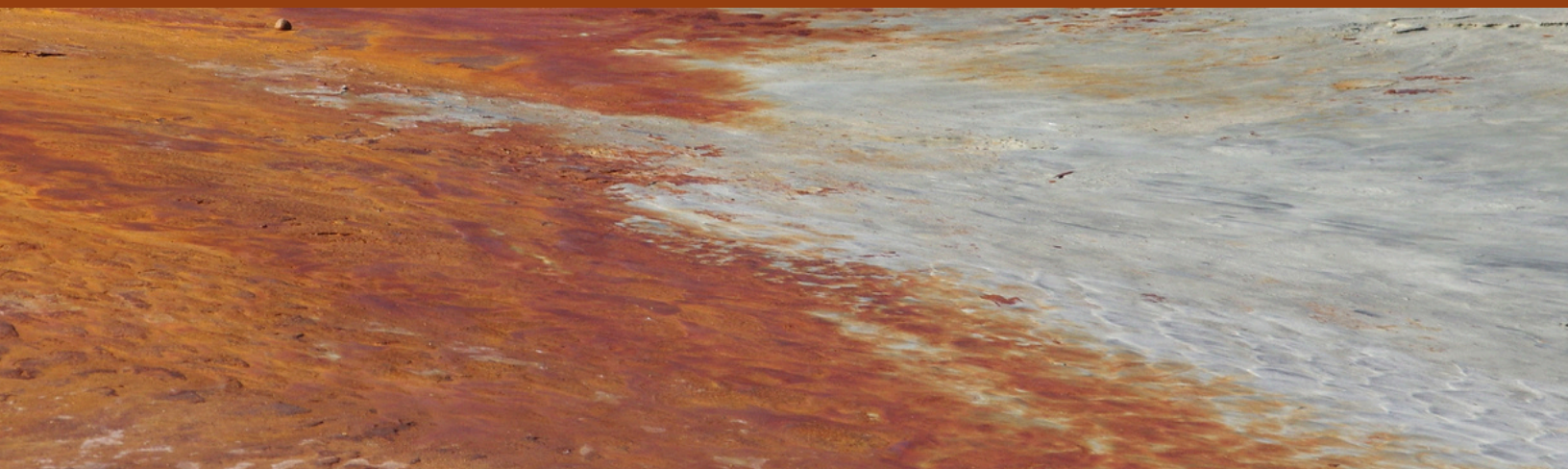


Compte rendu

Audience et mémoire de MiningWatch Canada sur les liens entre la défense nationale, la sécurité nationale et les minéraux dits critiques

Mars 2026



Sommaire

À l'invitation du Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes, MiningWatch Canada a présenté un mémoire afin de contribuer à l'étude du comité sur les liens entre la défense nationale, la sécurité nationale et le secteur des minéraux critiques au Canada.

Ce bref compte-rendu contient:

- Un résumé de notre audience devant le comité
- Les points clés de notre mémoire
- Nos recommandations
- Une revue de presse et de nos publications sur les réseaux

Audience

Le lundi 9 mars 2026, le coresponsable du programme national de MiningWatch, Rodrigue Turgeon a présenté le mémoire de MiningWatch devant le Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes dans le cadre de leur étude sur les liens entre la défense nationale, la sécurité nationale et les minéraux critiques. Dans son témoignage, Me Rodrigue Turgeon soulève des préoccupations importantes concernant l'accès des puissances étrangères aux substances minérales canadiennes, les risques environnementaux et sécuritaires liés à l'augmentation de l'exploitation minière, l'importance de la sobriété minérale, et la nécessité de respecter les droits des peuples autochtones et des populations locales.

Lire la transcription de l'audience et regarder la vidéo ici.

Mémoire

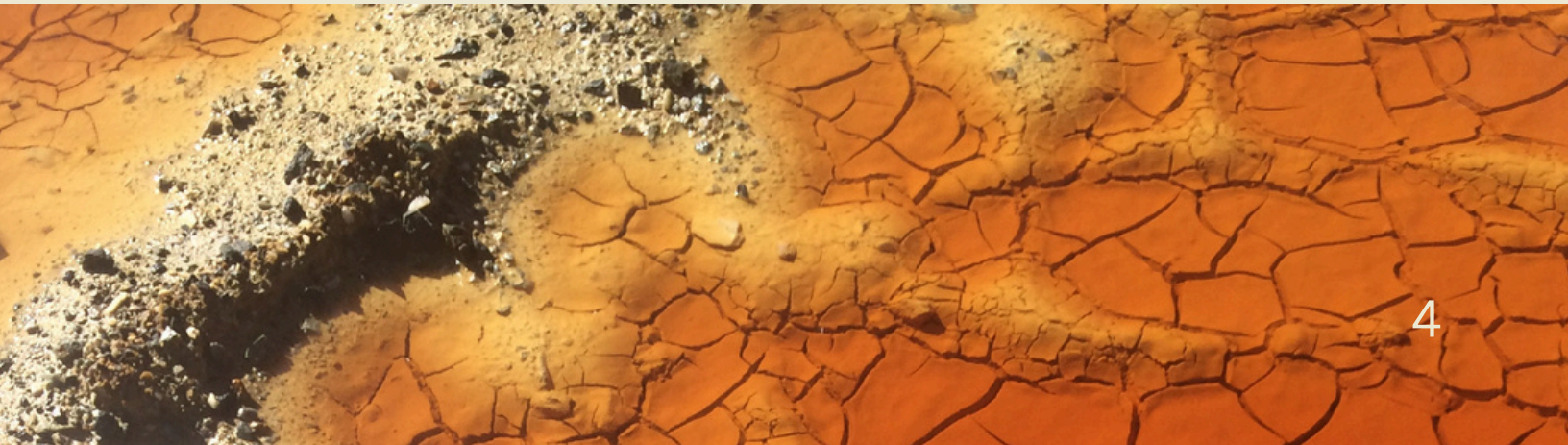
Les points clés du mémoire

La législation actuelle du fédéral et des provinces en matière d'exploitation minière prévoit peu de mécanismes permettant de contrôler l'accès des pays étrangers aux ressources minérales du Canada. Le gouvernement du Canada devrait adopter une approche plus claire et plus transparente quant à sa volonté de tolérer, d'accepter ou de refuser l'accès et le contrôle des pays étrangers aux minéraux dits critiques, puis aligner ses politiques en conséquence, en particulier celles relatives à l'accélération de permis miniers.

L'augmentation de la production minière à des fins militaires, de sécurité nationale ou de défense nationale ne fera qu'intensifier les pressions sur l'environnement, l'eau et l'air, ainsi que sur les droits des peuples autochtones et des populations locales, tant au Canada que dans les autres pays où les sociétés minières canadiennes opèrent.

- Le **Canada devrait privilégier la « sobriété minérale » plutôt que la surconsommation minière**. La réduction de la consommation globale de minéraux dans tous les secteurs est le seul moyen d'atteindre les objectifs d'approvisionnement en minéraux dans tous les secteurs, y compris pour la défense nationale.

- **Le changement climatique est une véritable menace pour la sécurité nationale.** Détourner des ressources indispensables de la transition énergétique au nom de la sécurité nationale ne fera qu'aggraver les dangers posés par la crise climatique.



Mémoire

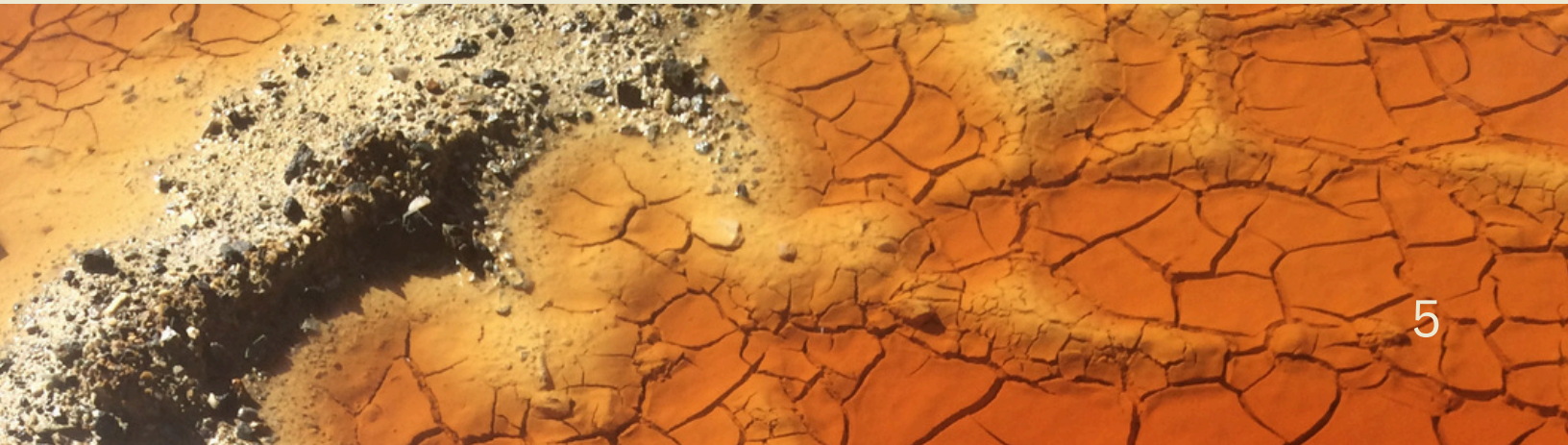
- **Les droits des peuples autochtones doivent être respectés**. Il ne peut y avoir d'« exploitation minière responsable » dans le cadre du système de free mining. Le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones et le respect des populations locales doivent être obligatoires avant la délivrance de toute autorisation à l'industrie minière.

- **L'exploitation minière de l'uranium et de l'énergie nucléaire constitue un risque pour la sécurité nationale.** Il est impossible de séparer l'exploitation minière de l'uranium pour le secteur de l'énergie nucléaire de celle utilisée dans le secteur des armes nucléaires.

- **Les minéraux du Canada ne doivent jamais servir à des fins d'agression militaire ou de génocide.** Le gouvernement fédéral devrait mettre en place des mécanismes transparents pour suivre les minéraux dits critiques et s'assurer qu'ils ne sont pas utilisés à des fins d'agression militaire ou de violation des droits humains dans des conflits armés.

Les minéraux sont des ressources non renouvelables qui laissent des déchets miniers durables sur le territoire en contrepartie de retombées économiques insuffisantes et temporaires. Nous considérons que nous ne pouvons pas remettre aux générations futures le fardeau de prendre les décisions déterminantes pour leur avenir alors que nous avons l'occasion de le faire maintenant.

Lire le mémoire au complet ici.



Recommandations

Recommandation #1 : Que chaque projet de loi déposé devant les différentes assemblées législatives concernant le secteur minier devrait accorder aux autorités de meilleurs leviers sur l'accès et le contrôle des ressources minérales

Recommandation #2 : Que le gouvernement du Canada – ainsi que ceux des provinces et territoires – fasse preuve de transparence et communique plus clairement au public sa position concernant sa tolérance, son acceptation ou son refus de voir chacun des États étrangers accéder aux minéraux dits critiques du Canada et de les contrôler à même leurs chaînes d'approvisionnement. Il devrait ensuite agir conformément à ces positions, en évitant de collaborer et en interdisant l'accès aux minéraux dits critiques par les entités étrangères hostiles à la sécurité réelle du Canada

Recommandation #3 : Que le gouvernement du Canada s'assure et démontre que ses décisions et plans d'action en matière de défense nationale permettent une diminution de ses émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'une diminution des impacts sur la nature en lien avec les minéraux dits critiques.

Recommandation #4 : Concentrer les investissements, ressources et efforts dans l'atteinte d'une sobriété minérale, tous domaines confondus, y compris dans le secteur de la défense nationale.

Recommandation #5 : Que la réutilisation et le recyclage des minéraux dits critiques soient privilégiés dans les investissements des gouvernements, à condition que ces mesures ne mettent pas en danger la santé publique ni l'environnement.

Recommandations

Recommandation #6 : Que le gouvernement du Canada prenne des engagements fermes et mette en place un système transparent et crédible de traçabilité de ses minéraux dits critiques pour assurer la population que ceux-ci ne servent pas à la création ni à la prolifération d'armes utilisées en infraction au droit international, incluant dans des génocides, que ces armes soient employées par le Canada ou un État tiers.

Recommandation #7 : Que les projets de loi déposés à tous les paliers de gouvernement ne permettent pas d'accélérer la délivrance d'autorisations à des compagnies minières soutenues par toute entité étrangère hostile envers la sécurité nationale du Canada.

Recommandation #8: Que les mesures visant à accélérer les projets miniers n'affaiblissent ni ne réduisent les normes environnementales.

Recommandation #9 : Qu'un bannissement complet des activités minières dans les fonds marins soit mis en œuvre au Canada comme à l'international, en spécifiant que le secteur de la défense nationale n'y fasse pas exception.

Recommandation #10 : Retirer l'uranium des listes de minéraux dits critiques et éviter d'étendre l'utilisation et la dépendance à l'énergie nucléaire au pays.

Recommandation #11 : Éviter et minimiser toute activité minière susceptible de causer des atteintes à l'eau douce et à l'air pur.

Recommandation #12 : Mettre fin au *free mining*. Mettre pleinement en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, en particulier en ce qui concerne le consentement libre, préalable et éclairé, y compris le droit de dire non aux projets miniers.

Communications

Revue de presse

- 9 Mars 2026. Radio-Canada, article web. **MiningWatch Canada redoute l'impact environnemental de l'exploitation minière militaire**.
- 9 Mars 2026. Le Devoir, article web. **Renforcer la sécurité du Canada pourrait aussi passer par les déchets miniers.**
- 9 Mars 2026. Sudbury Star, article web. **Mine waste like those found in Sudbury could strengthen national security.**
- 10 Mara 2026. Radio-Canada, Côte Nord, entrevue à la radio. **Minéraux critiques et défense nationale : MiningWatch Canada appelé à se prononcer**, avec Catherine Paquette.
- 11 Mars 2026. The Northern Miner, article web. **Canada's weakness lies beyond the mine gate, MPs hear**.
- 23 Mars 2026. Pivot, reportage vidéo. **Strange Lake : quels recours pour les Premières Nations quand une minière convoite leurs terres?**
- 27 Mars 2026. CBC Fifth Estate, article web. **Canada loaning millions to proposed Nunavik rare earth mining project linked to Trump White House.**
- 27 Mars 2026. CBC Fifth Estate, reportage vidéo. **Critical Threat: Inside the Trump-linked deal to secure Canadian resources**

Réseaux sociaux

- Instagram: Vidéo, Infographie
- Bluesky: Infographie
- Youtube: Vidéo